

Les libéraux européens exigent l'un des hauts postes dirigeants

UNION EUROPÉENNE Un Rubik's cube infernal pour Herman Van Rompuy

- Les 28 doivent pourvoir deux postes majeurs lors d'un sommet mercredi.
- Mais la question pourrait être une nouvelle fois retardée.

Cinq jours. C'est le temps qu'il reste à Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen (les 28 chefs d'Etat et de gouvernement), pour assembler le Rubik's cube des nominations aux hautes fonctions européennes. Il s'agit du poste de Herman Van Rompuy lui-même, qui vient à échéance en novembre prochain, et celui de patron de la diplomatie de l'UE (le poste de Catherine Ashton).

Mais plus il avance, plus la tâche paraît se compliquer pour Herman Van Rompuy. En cause : les exigences formulées par la famille libérale, dirigée par Guy Verhofstadt, mais aussi les nombreuses interférences entre les différents dossiers. Tout cela amène le président du Conseil européen à envisager maintenant de ne procéder lors du sommet du 16 juillet qu'à la nomination du haut représentant aux Affaires étrangères.

Bien qu'il doive être nommé par les 28, ce poste-là fait partie de la Commission européenne, avec le titre de vice-président. Et le Conseil est obligé de consulter à ce sujet le président de la Commission. Or, dès qu'il sera investi (mardi) par le Parlement à Strasbourg, Jean-Claude Juncker commencera à constituer sa Commission. Autrement dit : la nomination du successeur d'Ashton est urgente, celle du successeur de Van Rompuy pourrait attendre l'automne.

Pourtant, selon des informations obtenues par *Le Soir*, même

pour le seul poste de haut représentant, Herman Van Rompuy n'est pas encore arrivé à trouver un consensus sur un nom... Or, le président du Conseil européen avait proposé, lors du sommet fin juin où Jean-Claude Juncker avait été désigné à 26 pays contre la Grande-Bretagne et la Hongrie, de désigner les titulaires des deux dernières hautes fonctions à l'unanimité...

Ces derniers jours, c'est un autre élément qui est venu compliquer encore plus une équation qui l'était déjà : les exigences des libéraux. Petit rappel. Suivant un nouveau processus que le Parlement européen (PE) a réussi à imposer aux chefs de gouvernement, le Parlement a réussi à « prendre la main » dans la désignation du président de la Commission européenne. C'est dans

cette perspective que s'est constituée une majorité au PE, d'abord conclue entre les familles PPE (droite modérée) et socialiste. Ces dernières ont ensuite invité à les rejoindre le groupe libéral ADLE dirigé par Guy Verhofstadt : calculs faits, et tenant compte d'une dose inévitable de défections, il s'est avéré que les 67 voix des libéraux seraient indispensables aux 412 de la majorité initiale pour assurer l'élection du socialiste Martin Schulz au premier, puis l'investiture de Jean-Claude Juncker (PPE) à la présidence de la Commission (il lui faut 376 voix.)

En échange de leur soutien, les libéraux ont obtenu des postes d'influence au Parlement. Mais ils exigent aussi des postes de qualité pour leurs représentants dans la Commission Juncker. Mieux : ils revendiquent aussi l'un des deux hauts postes (ou trois, si on crée une présidence permanente de l'Eurogroupe) sur lesquels planche Herman Van Rompuy. *Le Soir* a d'ailleurs ap-

pris que les libéraux ont été légèrement inquiets à la lecture de l'entretien que nous a accordé Martin Schulz (*Le Soir* de vendredi), où ce dernier présentait comme acquis le soutien de la majorité à trois en faveur de Juncker. « *Les PPE et socialistes ont l'air d'arranger les choses entre eux, mais nous voulons des postes aussi !* », a-t-on entendu.

Quels postes ? Et quels candidats ? Cela pourrait d'abord être Mark Rutte, l'actuel Premier ministre néerlandais, à la présidence du Conseil. Son nom avait brièvement émergé lors du sommet de juin. Et il a refait surface ces tous derniers jours au Juste Lipse, siège de Herman Van Rompuy. Bien que membre du Benelux, comme Jean-Claude Juncker, il présente le très gros avantage d'être idéologiquement

proche en beaucoup de points du Premier ministre britannique David Cameron, isolé dans son combat anti-Juncker, mais que beaucoup aimeraient « ramener à bord ».

Autre option : un job pour... Guy Verhofstadt ! Pas à la présidence du Conseil, il ne faut pas rêver. Mais pourquoi pas à la présidence permanente de l'Eurogroupe ? « *Ah non, si on crée ce job, c'est pour le donner à l'Espagnol de Guindos et satisfaire ainsi le Premier ministre conservateur Mariano Rajoy, réagissant du côté du Conseil. Et puis cela fait beaucoup d'exigences pour les libéraux !* »

Beaucoup, en effet. Mais les libéraux de Verhofstadt, petits mais arithmétiquement indispensables, semblent décidés à brandir – pas publiquement, bien entendu – la menace de ne pas voter l'investiture à Juncker s'ils ne s'estiment pas justement récompensés de leur soutien. Le téléphone de Herman Van Rompuy va encore beaucoup chauffer. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Les configurations possibles des nominations aux hauts postes

SCENARIO 1

La Danoise est considérée comme l'une des candidates sérieuses pour la présidence du Conseil européen. Elle est socialiste, mais nordique, donc très appréciée des conservateurs. Et notamment des Britanniques. Et une femme à la tête de l'Europe, cela aurait du chien. Mais Thorning-Schmidt est pour l'instant recalée par François Hollande : pas assez socialiste, et surtout, le président français essayait de caser au Conseil son ex-Premier ministre Jean-Marc Ayrault. « Restons sérieux », aurait répondu en substance Herman Van Rompuy.

Avec Thorning-Schmidt, il faudra un(e) conservateur comme chef de la diplomatie. La Bulgare Georgieva, unanimement saluée comme commissaire, serait très bien placée. Le Polonais Sikorski avait été longtemps cité. Mais dans le contexte de la crise avec la Russie, n'importe quel Polonais sera jugé trop « anti-russe ».

Enfin, comme Thorning-Schmidt vient d'un pays hors zone euro, on créerait un poste de président permanent de l'Eurozone : le poste a été promis à Mariano Rajoy pour son ministre de l'Economie.

SCÉNARIO 2

C'est l'autre scénario sérieux avec un socialiste au Conseil : Enrico Letta, très apprécié par ses anciens collègues chefs de gouvernement. Mais là, c'est Matteo Renzi qui bloque : Renzi a détrôné et remplacé Letta à la tête du gouvernement, et il lui est unimaginable de le voir revenir, au-dessus de lui, à Bruxelles. Mais si Renzi s'entête, il pourrait au bout du compte n'obtenir aucun Italien à l'un des hauts postes, alors qu'un consensus semble exister pour « donner quelque chose de sérieux » à l'Italie.

Avec Letta au Conseil, il faudra impérativement une femme conservatrice à la tête de la diplomatie de l'UE : Georgieva est actuellement la seule candidate qui colle à ce profil, et qui en a les compétences.

SCÉNARIO 3

En termes de Premiers ministres socialistes actuels ou récents et qui ont l'étoffe d'un président du Conseil européen, « la marre où pêcher est étroite », indiquait récemment une source proche de H. Van Rompuy. Si les socialistes n'arrivent pas à accepter l'un des deux candidats précités, et si l'on n'en trouve pas d'autre, les chefs de gouvernement conservateurs pourraient alors imposer l'un des leurs : le Suédois Reinfeldt ou la Lituanienne Grybauskaitė. Ou alors le libéral Mark Rutte, finalement assimilable en termes idéologiques aux conservateurs.

Dans ce cas de figure, la candidature de Federica Mogherini comme haute représentante, que son Premier ministre Renzi promet de toutes ses forces, a les plus grandes chances. Elle est inexpérimentée ? De fait. Mais elle apprend vite, comme ont pu s'en rendre compte ceux qui suivent depuis cinq mois ses premiers pas de ministre des Affaires étrangères.

JUREK KUCZKIEWICZ



Comment contenter beaucoup de monde avec deux postes

Trois semaines après le sommet où ils ont entériné la désignation de Jean-Claude Juncker comme président de la Commission, les 28 se revoient mercredi prochain en sommet extraordinaire pour pourvoir à la succession de Herman Van Rompuy et à celle de Catherine Ashton au poste de haut représentant aux Affaires étrangères de l'UE.

Deux postes seulement (voire peut-être un troisième, si on crée le poste de président permanent de l'Eurogroupe), mais qui sont censés satisfaire un nombre autrement plus important de critères : il faut au moins une femme, il faut panacher entre les deux grandes familles politiques conservatrice et socialiste, voire trois en comptant les libéraux qui posent maintenant leurs exigences (voir ci-dessus). Et il faut aussi tenir compte de l'appartenance ou non à la zone euro du président (ou de la présidente) du Conseil européen.

Un casse-tête : voilà bien qui nécessite la créativité et tout l'art de la négociation et du compromis d'un politique affichant 40 ans d'expérience politique belge au compteur. En petit comité et en privé, Herman Van Rompuy ne résiste d'ailleurs pas à cabotiner : « *Me trouver un remplaçant à moi-même ? Mais c'est une tâche impossible !* »

Dans la logique du raisonnement qui prévalait jusqu'il y a peu, l'identité du prochain président du Conseil constitue la première pièce du puzzle à assembler. Vu que le nouveau patron de la Commission (Juncker) est de la famille démocrate-chrétienne/conservatrice, et que le président du Parlement européen (Martin Schulz) est socialiste – ce fut déjà le résultat d'un

pacte gauche-droite –, il était convenu entre les 28 que la présidence du Conseil doit revenir à un(e) socialiste, et le haut représentant à un conservateur.

Il y a cinq ans, les conservateurs étaient électoralement dominants – ce qui avait permis que les deux présidences soient assurées par des conservateurs (Van Rompuy et Barroso). Mais tant au Conseil européen qu'au Parlement, le rapport de forces s'est légèrement rééquilibré au profit des socialistes : d'où l'accord de répartir les postes au sommet entre conservateurs du PPE et socialistes.

Selon les caractéristiques de l'heureux(se) élu(e) pour la présidence du Conseil, le profil du patron de la diplomatie s'en trouverait automatiquement resserré : si le président est comme prévu socialiste, le haut représentant devrait être conservateur. Si c'est un homme, la direction de la diplomatie devra échoir à une femme.

« Me trouver un remplaçant à moi-même ? Mais c'est une tâche impossible ! » H. VAN ROMPUY

Tout le monde convient aussi qu'il faut prévoir un partage Nord/Sud, une fracture qui, à la lumière de la crise des dettes, paraît encore plus pertinente que la distinction Est/Ouest. Concrètement : il y a peu, on disait encore qu'il faudra impérativement « *quelque chose pour la Pologne* », ou au moins pour un autre nouvel adhérent de l'Est. Aujourd'hui, on entend plutôt qu'« *il faut donner quelque chose au Sud, et quelque chose à Matteo Renzi* », le nouveau Premier ministre italien qui a fait un carton de 40 % aux élections européennes. ■

JUREK KUCZKIEWICZ